



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552811_0051

La Production et le Commerce
de la
République d'Haïti

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**



A LA MÉMOIRE DU
DOCTEUR GHISLAIN HOUZEL,
MON PÈRE.

AVANT-PROPOS

La puissante industrie qui, après avoir fait la force et la richesse des grandes nations européennes, semble aujourd'hui être la cause de leurs difficultés, doit son épanouissement autant à l'étude et à l'organisation du travail qu'aux découvertes scientifiques. Les philosophes du XIX^e siècle, en analysant et en rationalisant les méthodes ouvrières, ont ainsi été les artisans du progrès général.

Aujourd'hui que la production et les échanges ont nettement dépassé le cadre national, apparaît la nécessité d'améliorer les rapports internationaux par l'étude, rendue plus facile par les statistiques, des conditions économiques qui régissent les différents pays du monde. C'est pourquoi il nous a paru intéressant d'examiner sur place quels sont la production et le commerce de la République d'Haïti.

Les liens historiques, la communauté de langue et de sentiments qui unissent nos deux pays sont pour nous des raisons suffisantes d'accorder une attention toute spéciale à la petite République noire. Son état

particulier qui oppose une élite trop uniquement attachée aux spéculations de l'esprit à une population ignare et indolente, une misère apparente à une richesse latente, et qui, aux confins des Etats-Unis d'Amérique, la fait paraître comme une survivance de l'époque coloniale nous commande de mieux la connaître pour mieux l'apprécier.

PREMIÈRE PARTIE

Les conditions de la production

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

C'est au cours de son premier voyage de découverte que Christophe Colomb aborda en Haïti. Sur les indications des indigènes de Cuba, il s'était dirigé vers cette île d'Haïti qui tirait son nom de ses montagnes, pleines, lui avait-on dit, de mines d'or et d'argent. C'est ainsi que le 6 décembre 1492 il débarqua dans une baie qu'il appela le Môle Saint-Nicolas.

L'île était divisée en cinq royaumes gouvernés par des chefs portant le nom de « caciques ». Ses habitants vivaient de chasse et de pêche, et le pays lui apparut si beau que Christophe Colomb le baptisa « Hispanola ». La fièvre de l'or, que l'on trouvait effectivement dans le lit des torrents, poussa les Espagnols à opprimer les aborigènes qui ne purent supporter un pareil régime, leur nombre diminua rapidement et leur race s'éteignit bientôt totalement.

Les vestiges imposants qui subsistent toujours à

Santo-Domingo, capitale des établissements espagnols, sont une preuve de l'importance qu'eut à un moment la nouvelle colonie. Mais bientôt des flibustiers français qui avaient été chassés de l'île de Saint-Christophe s'établirent dans l'île de la Tortue, d'où ils partaient en expéditions, le plus souvent fructueuses, contre les gallions et même contre les villes espagnoles. Quelques uns d'entre eux, les boucaniers, se livrèrent à la chasse sur le territoire d'Hispanola, et c'est ainsi que prit naissance la colonie française de Saint-Domingue.

La population de l'île de la Tortue avait en effet augmenté au fur et à mesure que les opérations devenaient plus importantes. Le Gouvernement royal s'était intéressé à ce groupement de hors la loi qui servaient les intérêts de la France en nuisant au commerce espagnol, et avait confirmé l'autorité de son chef en lui donnant le titre de gouverneur de l'île. Aussi, lorsqu'il essaima sur la côte voisine, ses établissements nouveaux furent tout naturellement rattachés à la couronne, en dépit des prétentions de l'Espagne à la domination de l'île tout entière. Louis XIV déclara officiellement ses droits sur toute la partie occidentale de l'île, occupée par ses sujets, à l'occasion de la signature du traité de Riswick en 1697.

Un siècle de colonisation française devait faire de Saint-Domingue ce qu'on a pu très justement appeler

la « Perle des Antilles ». Pour remédier à l'absence presque totale de la main-d'œuvre, les colons eurent recours à la traite des Noirs. Plusieurs centaines de mille d'esclaves furent ainsi importés. De vastes plantations recouvrirent les plaines et certaines pentes des montagnes. La « mode coloniale », qui sévit au XVIII^e siècle, poussa certains fils de famille à s'installer à Saint-Domingue, et une riche et brillante société succéda ainsi aux boucaniers de la première heure. La fertilité du sol et la douceur du climat favorisaient les planteurs, et un très important commerce unissait la métropole et la colonie. De grands travaux avaient été exécutés, aussi bien par les particuliers que par l'administration, et contribuaient à la prospérité du pays.

En 1789, la population se trouvait divisée en trois classes distinctes : les Blancs, les Mulâtres affranchis, et les Nègres esclaves. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, en proclamant l'égalité et la liberté de tous, amena le trouble dans la colonie. Les affranchis du Nord, réclamèrent l'exercice des droits qui venaient d'être accordés par un décret de l'Assemblée nationale. Ceux du Sud les imitèrent bientôt. Cette situation, exploitée par les Anglais et les Espagnols, devint si critique que Sonthonax et Polvérel, qui avaient été envoyés de France avec pleins pouvoirs, durent proclamer le 23 août 1793 la liberté générale des esclaves.

Au cours de la lutte engagée pour chasser les étrangers qui déjà avaient pris pied à Saint-Domingue, un ancien esclave se fit remarquer par son génie militaire, Toussaint-Louverture, qui parvint au grade de général de division après avoir rapidement rétabli l'ordre. Il s'attacha alors à organiser le pays, et, en 1801, fit voter une constitution qui le nommait gouverneur à vie. Tant d'autorité déplut à Napoléon qui ordonna une expédition. Le 12 février 1802, son beau-frère, le général Leclerc, partait à la tête de 30.000 hommes transportés sur 40 vaisseaux. Les troupes françaises, bien armées et bien commandées, eurent rapidement le dessus et firent prisonnier Toussaint qui fut transporté en France. Mais un nouveau soulèvement se produisit, et, conduits par les anciens lieutenants de Toussaint-Louverture, les Noirs reprirent une lutte où ils avaient l'avantage d'une parfaite connaissance du terrain. La fièvre jaune vint à leur aide en décimant les troupes françaises et en atteignant même leur général qui en mourut. C'est ainsi que les Français durent abandonner la lutte et que le 1^{er} janvier 1804 put être proclamée l'indépendance de la colonie à qui ses nouveaux maîtres rendirent le nom indien d'Haïti.

Ainsi était née la seconde des républiques américaines et la doyenne des républiques latines. Son existence fut d'ailleurs brève car, au bout de huit mois seulement,

Dessalines, qui en avait été élu gouverneur, se fit proclamer empereur sous le nom de Jacques I^{er}. Il inaugura une longue série de coups d'Etat dont il fut le premier à subir les contre-coups en périssant assassiné en 1806. A sa mort, une nouvelle constitution, copiée sur celle des Etats-Unis, fut adoptée. Elle limitait les pouvoirs de l'exécutif et assurait la liberté de religion, mais elle refusait aux Blancs le droit de cité et de propriété. Christophe, qui avait été élu président, refusa de suivre cette constitution et se retira dans le Nord où il se fit proclamer roi sous le nom d'Henri I^{er}. Il était cruel et arbitraire mais, par l'application d'une stricte discipline, il fit régner l'ordre et la prospérité dans son royaume.

Pétion, qui avait accepté la présidence, gouverna le reste du territoire et entretint pendant longtemps une lutte indécise contre Christophe. Ce fut lui, qui, à deux reprises, accorda un généreux concours d'argent, de munitions, d'armes et même d'hommes à Bolivar pour lui permettre de continuer son action libératrice. Le général Jean-Pierre Boyer, à la mort de Pétion, lui succéda à la présidence et un an et demi plus tard, la mort de Christophe lui permit de prendre possession du royaume du Nord au nom de la République. Son gouvernement dura vingt-cinq ans. Durant cette période il soumit toute l'île à son autorité. L'Angleterre reconnut l'indépendance d'Haïti en 1825, et

la France fit de même en 1838 moyennant le paiement d'une indemnité destinée à dédommager les anciens propriétaires spoliés de leurs biens. Il fut renversé par une révolution et, peu de temps après, en 1841, la partie espagnole de l'île reprit son indépendance et constitua la République Dominicaine.

Rivière, Hérard, Guerrier, Pierrot, Riché se succédèrent en de courts passages sur le fauteuil présidentiel jusqu'à ce qu'en 1848 Soulouque se fasse proclamer empereur d'Haïti sous le nom de Faustin I^{er}. Il essaya de rétablir l'autorité du Gouvernement haïtien sur toute l'île, mais en vain. Une nouvelle révolution, en 1859, rétablit la République et mit à sa tête Fabre Geffrard qui y demeura jusqu'en 1867. Sylvain Salnave, Nissage Saget, Domingue, Boisrond Canal passèrent à leur tour au pouvoir. Elu en 1879, le général Salomon fonda la Banque d'Haïti et recruta en France des instructeurs pour l'armée et des professeurs pour les écoles. Il fut suivi par Légitime, puis par Hyppolite qui développa les travaux publics. Toute une série de généraux se substituèrent alors les uns aux autres par des coups d'Etat : Sam, Nord Alexis, Antoine Simon. Le président Leconte périt dans l'explosion du palais présidentiel. A une cadence accélérée le pouvoir passa alors entre les mains de Tancrède Auguste, Michel Oreste, Oreste Zamor, Davilmar Théodore, Vilbrun Guillaume Sam qui

périt en juillet 1915 assassiné par la populace que ses cruautés avaient poussée à bout.

C'est à la suite de ces regrettables événements que les Etats-Unis d'Amérique débarquèrent à Port-au-Prince des forces militaires appuyées par la flotte de l'amiral Caperton. L'occupation américaine, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir, vient seulement de prendre fin le 15 août 1934. Durant ces 19 ans l'on n'a eu à enregistrer qu'une seule révolte, vite réprimée, et le pays a pu commencer à sortir de l'état de déchéance où l'avait plongé près d'un siècle de luttes intestines. Elu pour sept ans le 8 août 1915, par l'Assemblée nationale, M. Sudre Dartiguenave remplit son mandat tout entier. M. Louis Borno lui succéda en 1922. Réélu en 1926, il est descendu du pouvoir en 1930. Un président temporaire, M. Eugène Roy, prépara les élections qui ont placé M. Sténio Vincent à la tête du Gouvernement de la République d'Haïti, dont le mandat vient d'ailleurs d'être renouvelé cette année par un plébiscite.

CHAPITRE II

GEOGRAPHIE

A quelques 4.000 milles de France, entre le 17^e et le 20^e degrés de latitude Nord, et le 68°2 et le 74°2 de longitude Ouest du méridien de Paris, se trouve l'île d'Haïti. C'est, après Cuba, la plus grande des Antilles et sa position géographique la situe au centre du groupe des grandes Antilles à 50 milles de Cuba, et de Porto-Rico, à 100 milles de la Jamaïque. Elle se trouve enfin sur la route suivie par les navires reliant New-York à la zone du canal de Panama. Elle n'est distante que de 500 milles de la côte de l'Amérique du Sud et sert d'escale aux lignes aériennes qui relient les deux continents américains. Ces différents facteurs en font donc un carrefour de routes maritimes et aériennes dont elle pourrait tirer un profit certain. Elle commande en outre tout le golfe du Mexique et les flibustiers du XVII^e siècle l'avaient bien compris en en faisant leur base d'opérations.

L'île, dans son entier, peut être comparée à l'Irlande dont elle approche la superficie. Mais elle est partagée entre la République Dominicaine et la République d'Haïti. La République Dominicaine en occupe environ les deux tiers orientaux et la République d'Haïti le tiers occidental. Cette division remonte à l'époque coloniale, et, en dépit d'un tel voisinage, les deux pays ont très peu de relations ensemble. Les langues qui y sont parlées sont, en effet, différentes, et si le français est la langue officielle d'Haïti, l'espagnol est seul employé en Dominicanie. On peut cependant évaluer la longueur maximum de la partie haïtienne à 295 km. et sa largeur aux environs de 183 km. Un traité, signé le 21 janvier 1929 entre les deux Républiques avait pour but de fixer les conditions du tracé de la ligne frontière incertaine et litigieuse jusqu'à ce jour. Le 2 mars 1935, par un accord direct, et sans aucun arbitrage, les deux présidents ont mis fin à cette source de conflits. Cet acte pacificateur, si rare dans l'histoire des nations, mérite d'être particulièrement signalé surtout à une époque où les mots de conciliation et d'arbitrage semblent avoir perdu leur véritable sens.

La souveraineté de la République d'Haïti s'étend également sur quatre îles côtières : l'île de la Tortue, l'île de la Gonave, la Grande Cayemite et l'île à Vaches. Sa superficie totale a été évaluée à 27.700 km² sur

lesquels vit une population dense à qui la douceur du climat et la fertilité du sol rendent la vie facile. La population aborigène de l'île ayant été anéantie par les premiers colons espagnols, les colons de la partie française eurent recours à la traite des Noirs pour obvier au manque de main-d'œuvre. Moreau de Saint-Méry, qui nous a laissé des renseignements précieux sur l'époque coloniale évaluait en 1788 la population totale de Saint-Domingue à 520.000 habitants se décomposant en 40.000 Blancs, 28.000 Métis et 425.000 Noirs. Aucun recensement exact n'a jamais été fait depuis la proclamation de l'indépendance et les évaluations les plus diverses de la population ont été proposées. Elles varient entre 1.500.000 et 3.000.000. Un chiffre intermédiaire de 2.300.000 doit être plus près de la réalité. Cela représente une densité d'environ 80 habitants au kilomètre carré. Mais il importe de faire remarquer que les proportions ne sont plus les mêmes que du temps de la colonie : il n'y a plus, en effet qu'environ 5.000 Blancs, tous étrangers, le restant de la population se partageant en 90 % de Noirs et 10 % de Mulâtres.

Port-au-Prince, la capitale du pays, en est aussi, et de beaucoup, la ville la plus importante. Sa population qui, en 1789, ne dépassait pas 10.000 âmes peut aujourd'hui, sans aucune exagération, être évaluée aux environs de 125.000 habitants. Le Cap-Haïtien

qui, sous le nom de Cap-Français servait de chef-lieu à la colonie française, n'a pas beaucoup changé depuis cette époque déjà lointaine et est demeuré au chiffre de 20 à 25.000 habitants. La population des Cayes atteint aujourd'hui quelques 15.000 âmes alors que Moreau de Saint-Méry ne lui en attribuait que 5.000. Viennent ensuite, par ordre d'importance : les Gonai-
ves, Saint-Marc, Jacmel, Port-de-Paix, et Jérémie. Toutes ces villes sont sur la côte et constituent des ports ouverts au commerce extérieur. Les villes de l'intérieur sont beaucoup moins importantes et le nombre de leurs habitants varie entre 1.000 et 4.000.

Il importe d'ailleurs de faire remarquer que le total des populations urbaines ne dépasse pas 250.000 habitants, ce qui ne représente qu'environ 10 % de la population totale. Le caractère dominant du peuplement haïtien apparaît d'ores et déjà comme étant essentiellement rural et laisse présumer la place que l'agriculture occupe dans l'économie du pays. Un simple examen de la répartition de la population fait apparaître l'étroite relation qui unit le chiffre de la densité avec la valeur agricole du sol résultant à la fois de l'exposition et du relief.

Il fait, dans toute la République, et durant toute l'année une température uniformément chaude, variant suivant les lieux et les époques de 20° à 30°. Mais le facteur principal du climat est constitué par

les chutes de pluies qui ont une grande influence sur la production du sol. Haïti se trouve placé sur le trajet des vents alizés dont la direction générale est, dans les Antilles, vers le Nord-Est, mais au-dessus de la République, ils semblent s'incliner à l'Est. Les montagnes élevées qui couvrent le pays produisent une condensation de ces vents chargés d'humidité et provoquent des pluies abondantes sur les versants vers lesquels les vents se dirigent, et des pluies très faibles au contraire sur les côtés « sous le vent ». C'est ainsi que voisinent des contrées très humides et d'autres sèches ou mêmes arides, et que l'on rencontre aux côtés de forêts luxuriantes, des végétations xérophiles du type cactus.

La République d'Haïti est en effet très montagneuse. De quelque côté qu'on l'aborde, des montagnes gigantesques semblent s'étendre jusqu'à la côte, et l'impression d'escarpement est encore plus grande lorsqu'on voyage à l'intérieur du pays. Deux grands massifs montagneux partent l'un du Nord, l'autre du Sud pour se rejoindre au-delà de la frontière dominicaine, le centre du pays étant constitué par un plateau et quelques chaînes moins importantes. Certains sommets sont très élevés, et le point culminant, qui se trouve dans le massif de la Selle, au Sud, atteint 3.000 mètres. Le territoire comprend cependant quelques plaines assez vastes et bien

arrosées qui permettent une plus grande extension des cultures. Les principales sont : la plaine du Nord d'une superficie de 1.500 km², celle de l'Artibonite traversée par la rivière qui lui donne son nom et qui couvre 4.000 km², et d'autres, plus petites, comme la plaine de l'Arcahaie, 180 km², celle du Cul-de-sac, 160 km², celle de Léogane, 400 km², et celle des Cayes, 280 km².

L'influence réciproque du régime montagneux et de celui des vents alizés explique l'abondance des cours d'eau qui arrosent le territoire de la République d'Haïti. Beaucoup d'entre eux sont courts, mais tous ceux qui ont de l'eau toute l'année sont dénommés « rivières ». Plus de 100 cours d'eau se jettent directement dans la mer, aussi bien dans l'Océan Atlantique, dans le golfe de la Gonave, que dans la mer Caraïbe. La majorité n'ont que peu d'importance, ont un cours rapide et peu de fond ; le plus important de tous est l'Artibonite qui coule sur environ 260 km. Neuf autres rivières ont un cours qui dépasse 50 km. A l'époque coloniale une navigation assez importante avait lieu sur l'Artibonite, mais elle n'est plus pratiquée aujourd'hui, et les autres cours d'eau ne sont praticables qu'en canots et sur quelques kilomètres seulement. Les nombreux rapides qui coupent les rivières rendent en outre impossible la pratique du flottage des bois.

Ces différents facteurs contribuent à rendre le climat d'Haïti particulièrement salubre et sain. Les températures modérées qui règnent dans les villes, et la possibilité de résider dans les hauteurs toujours voisines en rendent le séjour très agréable aux Européens. Des moustiques dangereux ne se rencontrent qu'en quelques régions nettement localisées et tout est mis en œuvre, d'ailleurs, pour les faire disparaître. Enfin le climat presque européen de quelques stations de montagne a fait naître chez certains l'espoir qu'Haïti deviendra un jour un centre d'hivernage dans les Antilles.

CHAPITRE III

ORGANISATION ET SITUATION POLITIQUES

La proclamation d'indépendance, en date du 1^{er} janvier 1904, instituait le régime républicain en Haïti. La révolte des Noirs avait en effet été déterminée par la révolution française, et il était tout naturel que les Haïtiens prennent exemple sur le régime qui leur avait valu la liberté. Mais ils abusèrent de ce privilège, et la fréquence des mouvements Révolutionnaires qui se sont succédés pendant plus d'un siècle poussa les présidents successifs de la jeune république à exercer d'une manière absolue un pouvoir qui ne devait être qu'éphémère. Certains d'entre eux se firent même proclamer rois ou empereurs.

Cependant, cet état de choses appartient maintenant au domaine du passé, et la constitution de 1932, établie après quinze années d'ordre, donne au days une organisation comparable, en beaucoup de

points, à celle de la France. Elle distingue le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Le pouvoir législatif s'exerce par deux assemblées : une Chambre des Députés de 37 membres élus au suffrage universel, et un Sénat de 21 membres dont 10 sont nommés directement par le président et 11 sont élus par la Chambre des Députés. Le pouvoir exécutif est représenté par le Président de la République, élu par l'Assemblée nationale pour une période de six ans, et les secrétaires d'Etat, choisis par le Président de la République, et responsables des actes de leurs départements ministériels. Le pouvoir judiciaire est représenté par 125 tribunaux de paix, 10 tribunaux de première instance et le tribunal de cassation établi à Port-au-Prince.

La République est divisée en cinq départements, les départements se subdivisent en arrondissements qui sont administrés par des fonctionnaires portant le nom de préfets, les arrondissements en communes administrées par un Conseil communal, et les communes en sections rurales contrôlées par des conseillers d'agriculture.

Tous les cultes sont libres en Haïti, mais la religion de l'Etat est la religion catholique depuis le concordat signé à Rome en 1860. La République compte un archidiocèse dont le siège est Port-au-Prince, et un diocèse dans chaque chef-lieu de département.

Le français est la langue officielle, et son emploi courant dans les relations privées, est *obligatoire* en matière administrative. Dans les campagnes on parle un patois, le créole, qui tend de plus en plus à perdre ses mélanges espagnols ou anglais, et à se confondre avec le français. Il convient de faire remarquer, à cet égard, qu'Haïti est le *seul pays étranger* où le français soit la seule langue officielle et la seule langue employée, la Belgique et le Canada étant, en effet, bilingues.

*
* *

Autonome depuis 1804, Haïti a été reconnue officiellement comme Etat indépendant et souverain par l'Angleterre d'abord, la France ensuite en 1838, puis par toutes les autres puissances du monde. Elle a participé à toutes les grandes conférences internationales, jouit dans sa plénitude du droit de légation. Elle est signataire du Traité de Versailles et membre, dès son origine, de la Société des Nations.

Cependant, l'autonomie du Gouvernement a été jusqu'ici considérablement réduite par l'intervention des Etats-Unis d'Amérique en Haïti. Au cours de la dernière guerre, le 28 juillet 1915, et à la suite de troubles intérieurs sanglants, le Gouvernement américain occupa militairement le pays en invoquant

des raisons d'« humanité ». Pour légaliser cette situation de fait, une convention fut signée entre les deux Etats. Le Gouvernement des Etats-Unis s'y engageait à aider par ses bons offices « le Gouvernement d'Haïti à développer efficacement ses ressources agricoles, minières et commerciales et à établir sur une base solide les finances haïtiennes », mais exigeait en contre-partie l'abandon à des mains américaines du plus grand nombre des fonctions publiques importantes.

En fait, aux côtés du corps d'occupation, une gendarmerie fut organisée, dont tous les officiers étaient des Américains, les services d'hygiène, des travaux publics et de l'agriculture étaient assurés par des Américains, et la présence d'un conseiller financier et d'un receveur général des douanes réduisaient presque à rien le droit d'initiative haïtien en matière financière.

Ce traité, qui n'avait été conclu que pour dix ans, a été prolongé jusqu'en 1936, sans qu'il y ait eu, d'ailleurs, une ratification régulière des Chambres haïtiennes et du Congrès des Etats-Unis. Cependant, en raison de l'opposition collective du peuple haïtien et de la disparition des troubles qui avaient motivé son intervention, le Gouvernement des Etats-Unis a été amené à restituer successivement au Gouvernement haïtien les différents services dont il assumait la direction. C'est ainsi que le commandement de la

Garde Nationale a été confié de nouveau à des officiers haïtiens. Seul, le conseiller financier continuait à exercer ses fonctions. Il a disparu le 1^{er} janvier 1935. Un agent fiscal, censé représenter la Banque créancière de l'Etat d'Haïti ¹, mais cependant désigné par le Président des Etats-Unis a remplacé le conseiller financier représentant du Gouvernement américain.

1. En l'occurrence la National City Bank of New-York.

CHAPITRE IV

REGIME MONETAIRE ET FINANCIER BANQUE D'EMISSION

La monnaie légale de la République d'Haïti est la « gourde » émise par la Banque nationale de la République. Le contrat du Gouvernement avec la Banque en fixe la valeur et stipule l'échange libre des dollars américains contre les gourdes au taux de cinq gourdes pour un dollar. Cependant les dollars américains ont aussi pratiquement cours dans les pays. La circulation monétaire était évaluée en gourdes, au 30 septembre 1933, à :

Billets de la B.N.R.H.	.....	6.907.764
Monnaie des U.S.A.	.....	3.000.000
Monnaie divisionnaire	.....	3.735.315

13.643.079 gourdes

Les billets émis par l'Institut national doivent posséder une couverture de 33,1/2 % en monnaie américaine.

Haïti a toujours été un pays débiteur et les différents emprunts extérieurs qu'elle avait souscrits avant la guerre l'avaient tous été en France. Mais les Américains ont opéré le transfert à leur profit des créances françaises soit, comme cela a été le cas pour l'emprunt de 1910, par l'achat direct des titres aux porteurs français, soit, d'une manière plus générale, en remboursant les dettes existantes au moyen d'un nouvel emprunt émis aux Etats-Unis en 1922. C'était pour eux un moyen d'affermir leur autorité politique et d'augmenter leur influence économique dans le pays.

Cette opération fut complétée par l'achat de la Banque nationale et l'établissement d'un contrôle financier dont nous avons parlé au chapitre précédent. Le monopole de l'émission des billets et des opérations de trésorerie pour le compte de l'Etat avait, en effet, été consenti le 21 octobre 1910, à la Banque de l'Union Parisienne, qui était propriétaire de la Banque nationale de la République d'Haïti. Le 23 juin 1920, la Banque française, pour des raisons qu'elle ne faisait pas connaître, annonçait le « transfert de ses contrats, affaires, immeubles, clientèle et actif net en faveur de la National City Company », filiale de la National City Bank of New-York. C'est ainsi que les Américains se sont appropriés tous les intérêts que la France avait, avant-guerre, en Haïti.

Il convient de remarquer que le service des intérêts

TABLEAU N° I

RECETTES, DÉPENSES, EXCÉDENTS ET DÉFICITS BUDGÉTAIRES
DE 1922 A 1933 (EXPRIMÉS EN GOURDES).

Années budgétaires	Recettes	Dépenses	Excédents	Déficits
1922-1923	31.950.101	30.560.113	1.389.988	
1923-1924	32.902.321	34.215.495		1.313.174
1924-1925	40.487.667	39.218.202	1.269.464	
1925-1926	45.364.648	49.930.725	4.433.923	
1926-1927	38.861.534	39.747.163		885.628
1927-1928	50.421.016	40.977.914	9.443.102	
1928-1929	42.521.528	44.119.503		1.597.975
1929-1930	38.648.163	40.643.229		1.995.066
1930-1931	31.746.582	36.190.070		4.443.488
1931-1932	28.023.742	32.888.112		4.864.369
1932-1933	37.305.298	33.258.808	4.046.490	

TABLEAU N° II

DETTE PUBLIQUE D'HAÏTI DE 1923 A 1933
(EXPRIMÉE EN GOURDES)

30 septembre 1923	.....	110.315.362, 50
— 1924	.....	121.048.501, 20
— 1925	.....	115.231.263, 80
— 1926	.....	108.307.079, 30
— 1927	.....	99.706.855, 09
— 1928	.....	94.438.115, 05
— 1929	.....	88.677.396, 00
— 1930	.....	82.705.649, 35
— 1931	.....	78.357.576, 10
— 1932	.....	72.625.870, 96
— 1933	.....	66.901.412, 84

et l'amortissement des emprunts haïtiens ont toujours été régulièrement effectués. C'est ainsi que le montant de la dette qui était de 82.705.649 gourdes en 1930, était tombé à 72.625.870 gourdes en 1932, et ne dépassait pas 66.901.412 gourdes le 30 septembre 1933. En neuf ans la dette publique, qui s'élevait à 121.048.501,20 gourdes en 1924, a été réduite de près de la moitié.

La dette intérieure a été évaluée, par une commission chargée de ce service, à 172.600 dollars, et se trouve garantie par des titres nominatifs remis aux créanciers. Le Gouvernement a proposé l'échange de ces titres contre ceux de l'emprunt de 1932 qui sont en sa possession, et cette conversion est en cours de réalisation.

Désireux de se libérer totalement de la tutelle américaine, le Gouvernement haïtien décida de racheter la Banque nationale qui était devenue, dans les conditions que l'on sait, propriété de la National City Company. Après de longs pourparlers cette opération a été conclue, et, le 9 juillet 1935, le Gouvernement de la République a pris définitivement la possession et la direction de l'Institut national d'émission. Grâce à cet achat, et en vertu d'un arrangement de la direction donnant toutes garanties aux porteurs américains de titres d'emprunt haïtiens, l'agent fiscal, vient à son tour de disparaître d'Haïti.

* * *

Le budget voté pour l'exercice 1933-1934, ouvre pour 31.937.629 gourdes de crédits et prévoit 32 millions de gourdes de recettes.

Parmi les dépenses, les plus importantes sont le service de la dette publique qui s'élève à 8.695.250 gourdes, les frais d'administration et de fonctionnement qui absorbent environ 60 % du montant total des dépenses, et enfin les dépenses des travaux publics dont l'importance semble devoir s'accroître au fur et à mesure que se développera le programme de travaux conçu par le Gouvernement.

Les droits de douane à l'importation et à l'exportation sont les sources principales de revenus du Gouvernement. Généralement plus de 80 % de l'ensemble des revenus sont perçus sous la forme de recettes douanières. Les droits d'importation ont rapporté 17.642.934 gourdes. Comme les droits à l'exportation sont spécifiques, les variations de cette source de revenus reflètent directement celles des quantités d'articles exportés, et sont principalement fonction de la récolte du café qui est à la base de l'économie haïtienne.

Mais un tel régime fiscal fait peser un lourd fardeau sur le commerce de la petite République d'Haïti, et depuis quelque temps le Gouvernement s'efforce

de développer un système de taxes intérieures, en particulier des droits d'accise sur l'alcool et le tabac. Mais l'ensemble de tous les revenus internes ne dépasse pas, dans le budget de l'exercice 1933-1934, 4.450.000 gourdes, soit environ le huitième des revenus globaux.

Cependant, pour critiquable qu'il soit, le système actuellement en vigueur se justifie par la simplicité de son mécanisme et de sa perception, et aussi par le niveau de vie très bas qui existe en Haïti. Un conseiller financier américain estimait en 1925, que la fortune *per capita* était en Haïti d'environ 60 dollars et le revenu *per capita* de 20 dollars par an, alors que ces mêmes éléments étaient respectivement alors aux Etats-Unis de 23.000 et 550 dollars.

Des déficits budgétaires avaient conduit le Gouvernement haïtien à relever ses tarifs douaniers. Mais l'amélioration de la situation économique générale et intérieure a fait au contraire apparaître des excédents de recettes, et l'on peut avancer que les taux actuels représentent un maximum que l'on ne saurait dépasser sans risquer de porter gravement atteinte au commerce et à la prospérité du pays.

CHAPITRE V

ORGANISATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

La richesse et la fertilité du sol s'alliant à l'abondance et au bon marché de la main-d'œuvre sembleraient devoir attribuer à la République d'Haïti une place prépondérante parmi les républiques de l'Amérique centrale et des Antilles. Les statistiques la placent pourtant, sinon au dernier, du moins à un des derniers rangs parmi ces puissances. Un tel paradoxe s'explique à la fois par les usages économiques et par les habitudes sociales qui existent dans le pays.

La législation haïtienne est calquée sur la législation française aussi bien au point de vue commercial que civil (le Code Napoléon est toujours en vigueur, avec quelques modifications légères en Haïti), et les mêmes usages y sont partout pratiqués. Autrefois cependant, une loi interdisait le droit de propriété aux étrangers, mais cette mesure d'ostracisme a été

abrogée et seuls quelques impôts, relativement légers, frappent spécialement les commerçants de nationalité étrangère.

Il est courant de dire qu'il n'existe pas de grandes fortunes en Haïti, et que les capitaux y sont entre les mains des étrangers. Il serait plus exact de reconnaître que les capitalistes haïtiens préfèrent aller vivre de leurs revenus à l'étranger plutôt que d'investir et de faire fructifier leurs capitaux dans leur propre pays. Les seuls placements qu'ils y opèrent sont des acquisitions de propriétés immobilières urbaines. La classe possédante est d'ailleurs très réduite dans ce pays où la majeure partie de la population ignore ce qu'est l'épargne. Elle se confond avec l'élite intellectuelle. Les goûts particuliers et les tendances naturelles de ceux qui la forment les poussent d'ailleurs plutôt vers les professions libérales et la politique que vers les occupations commerciales ou industrielles.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le plus grand nombre et les plus importantes des maisons de commerce exerçant leur activité en Haïti soient entre les mains d'étrangers. Ceux-ci préfèrent également réserver leurs capitaux pour leurs transactions commerciales et aussi pour la transformation de certains produits qu'ils achètent directement aux paysans. Ils se désintéressent de la production en elle-même qui risquerait de leur procurer plus de soucis que de

profits. L'exemple de plusieurs sociétés américaines qui ont du suspendre leur activité semble d'ailleurs leur donner raison.

L'insécurité politique qu'il était de bon ton d'invoquer autrefois pour expliquer l'abstention des capitalistes, est une raison qui n'a plus de valeur aujourd'hui. Mais l'absence de cadastre et le peu de garanties dont la propriété rurale est entourée sont des explications plus plausibles. Exception faite pour les villes et quelques grandes plaines où l'on pratique une sorte de métayage connu sous le nom de « de moitié », l'on est presque en droit de dire que la notion de propriété se résume, en Haïti, au droit d'occupation. C'est du moins ainsi que le comprennent les paysans qui se considèrent comme ayant acquis un droit réel sur les terres qu'ils occupent, et il serait dangereux, sinon impossible de vouloir remettre en vigueur les titres de propriété qui existent entre les mains des légitimes propriétaires.

C'est, en dernière analyse, autour du paysan haïtien que se concentre le problème de la production. Hospitalier débonnaire, au sens ancien du mot, généralement illettré, il se trouve heureux d'une vie que beaucoup trouveraient misérable. Il se nourrit des fruits que la nature lui dispense à profusion, et il n'entretient, plutôt qu'il ne cultive les plants de caféiers qui entourent sa case que pour se procurer

quelques vêtements ou un superflu dont il ne ressent pas un besoin pressant. Les combats de coqs et la danse sont ses principales distractions, et il ne travaille véritablement qu'au moment de la récolte du café qu'il va vendre au prochain marché, quelquefois à plusieurs jours de marche, et à celui de la coupe des cannes à sucre. Les paysans haïtiens représentent cependant une race particulièrement bien douée physiquement, les charges qu'ils portent aisément pendant des heures en sont la preuve, mais, n'éprouvant pas de besoins, ils ne sentent pas la nécessité de déployer leurs forces au travail.

Une enquête récente a révélé que l'agriculture nationale n'assurait qu'une exportation de 12,5 kg. par tête d'habitant, ce qui correspond à une surface cultivée de 715 m², ou à un carré de moins de 27 m. de côté. « Si l'on songe que ces cultures sont tellement extensives qu'elles ne reçoivent le plus souvent, pour toute façon culturale, qu'un sarclage par an, et que le plus fort travail, qu'elles occasionnent est la récolte et la préparation, on peut estimer approximativement qu'un carreau ¹ de ces cultures ne demande pas 50 journées de travail par an en tout, soit à peine trois journées annuelles par tête d'habitant » ².

1. Carreau, mesure de surface valant un peu plus d'un hectare.

2. Monfils. *Considérations sur le développement agricole d'Haïti.*

C'est ainsi qu'en dépit de son abondance, le problème de la main-d'œuvre demeure entier pour les exploitants. Les salaires sont très peu élevés, en Haïti, mais ne rémunèrent que des ouvriers, capables certes, mais dont le travail n'est pas toujours considérable. Il n'existe pas de législation du travail ni de dispositions sociales. Jaloux de leur individualisme, les ouvriers haïtiens s'accommodent du niveau de vietrès bas qui est pratiqué dans ce pays où la charité publique décharge l'Etat de ses obligations d'assistance.

CHAPITRE VI

ACTION DE L'ETAT

Il apparaît ainsi que la prospérité du pays dépend essentiellement de ses paysans, et que les habitudes paresseuses qu'ils ont conservées sont à l'origine du retard que l'économie haïtienne a sur celles des pays voisins. Jusqu'à présent, cependant, la politique suivie par les différents gouvernements qui ont présidé aux destinées de la République s'était toujours soigneusement abstenu d'intervenir en rien dans les conditions de la production. Le peu d'autorité dont ils jouissaient aurait peut-être rendu leurs ordonnances sans effets, et le gaspillage des deniers publics aurait sans doute rendu vain un programme de subventions à l'agriculture.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, et, comprenant la nécessité de développer l'activité économique du pays le Gouvernement s'est décidé à adopter un programme d'extension de l'agriculture. Un Service

national de la Production agricole a été créé, et il vient de faire paraître un rapport dans lequel il préconise l'application d'un programme échelonné sur plusieurs années.

Le but recherché actuellement est d'accroître l'étendue des cultures d'exportation. Mais « le problème agricole haïtien est, en réalité, moins technique que psychologique et pratique : il s'agit moins pour l'instant d'indiquer aux habitants comment produire que de les décider à produire »¹. Dans ce but, et suivant ce principe, l'intervention de l'Etat est envisagée de plusieurs manières à la fois.

Tout d'abord, par une action directe auprès des paysans, par l'intermédiaire d'agents agricoles qui conseilleraient et dirigeraient les paysans situés dans leurs circonscriptions et parviendraient ainsi à secouer l'indifférente inertie des habitants. En outre, la création de pépinières permettrait de distribuer gratuitement les plants nécessaires à l'ensemencement des terres incultes, et des crédits plus importants rendraient même possible la distribution d'outils agricoles et de primes aux meilleures cultures, ce qui entretiendrait dans la classe paysanne un esprit d'émulation qui serait aussi profitable aux populations elles-mêmes qu'à l'Etat qui tire une grosse

1. Monfils, *Considérations sur le développement agricole d'Haïti*.

partie de ses ressources de taxes à l'exportation des produits agricoles.

Mais ces dispositions ne donneront de résultats certains que si elles sont complétées par des réformes d'ordre foncier ayant pour but d'assurer légalement aux agriculteurs la propriété des terrains qu'ils cultivent. Cette modification de la législation agraire est d'autant plus facilement réalisable que l'Etat haïtien est propriétaire de très vastes terrains incultes. Une loi sur le « Bien rural de la famille », promulguée en 1932, est restée inopérante en raison de l'excès de formalités qu'elle prévoyait, et peut-être aussi du peu de publicité dont elle a été entourée. Aussi le Service national de la Production agricole a-t-il soumis au Gouvernement un projet sur les « Donations foncières aux planteurs », attribuant la propriété foncière de certaines terres de l'Etat à ceux qui en auraient planté les 4/5 en certaines cultures d'exportation déterminées.

Outre ces dispositions d'ordre général, le projet comprend un programme plus précis indiquant dans quelle voie il faut orienter les efforts. La prudence conseille de limiter les efforts au développement de cultures permanentes et non annuelles, dont les récoltes sont peu périssables (car l'habitant est peu soigneux), de préparation simple (car il est mal outillé), et disposant d'un large débouché mondial. Par l'appli-

cation de ce plan, qui s'étend sur une période de cinq années, et avec une dépense globale de 6.000.000 de gourdes (18 millions de francs), les experts du Gouvernement espèrent parvenir à doubler la production du coton et à la porter à 12.000.000 de kg., à augmenter la récolte du café d'environ 12.500.000 livres, soit de 20 %, à provoquer la plantation d'importantes cocoteraies, et enfin à faire passer la production des bananes de 30.000 à 2.500.000 régimes par an.

Ce projet est actuellement encore à l'étude, et les résultats qu'il envisage font désirer de le voir adopter. Il faut cependant reconnaître que son application rencontrerait, sans doute, dans la pratique, des obstacles inhérents aux traditions ancestrales de la classe paysanne, et il est malheureusement permis de douter que ses résultats définitifs puissent être aussi importants que ceux que prévoient les évaluations des experts. On peut se demander, d'autre part, si les paysans comprendront et apprécieront à leur valeur les concessions territoriales qui leur sont offertes, étant donné la conception particulière qu'ils se font de la propriété. Leur état d'esprit se trouve traduit dans les statistiques par le très faible montant des fermages perçus par le Gouvernement. Aussi est-il à présumer, si le sacrifice consenti par l'Etat ne sera pas très sensible pour les finances publiques, l'avantage offert aux paysans ne leur paraîtra pas considé-

nable et déterminant. Les éléments de comparaison qui servent de bases à ce projet ont été pris dans des fermes d'Etat, et il est à craindre que sa réalisation ne réponde pas aux espérances.

Il importe enfin de signaler le tout récent accord que la République d'Haïti vient de conclure avec la congrégation religieuse des Pères Salésiens chargés de la création de nouvelles écoles d'agriculture, et qui est une manifestation de plus de l'esprit d'initiative et de progrès qui caractérise le Gouvernement actuel.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

ROUTES



CHAPITRE VII

CONDITIONS DE TRANSPORT

Le développement économique de la République d'Haïti s'est trouvé retardé, et sera pendant sans doute longtemps encore au ralenti, par la difficulté des transports intérieurs. Haïti étant, en effet, essentiellement constituée par une série de vallées séparées par de hautes chaînes de montagnes, l'établissement de voies de communications se trouve rendu à la fois coûteux et difficile. Aussi toutes les villes importantes se trouvent-elles sur la côte où tout le trafic est effectué par des voiliers faisant le cabotage.

La question des communications avait déjà préoccupé l'administration de la colonie française de Saint-Domingue qui avait construit et inauguré, en 1787 une route carrossable reliant le Cap-Haïtien (alors Cap-Français) à Port-au-Prince. Longtemps délaissés, les travaux de grande voirie ont été repris avec plus d'activité depuis la guerre, et il y a actuellement

960 km. de routes praticables aux automobiles. Le réseau routier se divise en deux grandes artères : l'une relie le Cap-Haïtien aux villes du Sud, en longeant la côte et en passant par Port-au-Prince, l'autre relie la capitale à l'intérieur du pays et se trouve raccordée aux routes de la République voisine de Santo-Domingo (*voir carte*).

Mais ce réseau présente le grand inconvénient d'être presque entièrement dépourvu de ponts. La plupart des rivières sont traversées à gué, ce qui fait, étant donné le très grand nombre de cours d'eau, qu'au moment des pluies les routes se trouvent coupées en de nombreux tronçons séparés les uns des autres par un torrent infranchissable. Outre les routes carrossables, il y a de très nombreux chemins pour cavaliers et des sentiers qui pénètrent au fond des plaines et des montagnes. Aussi toute la production locale est-elle portée aux marchés à dos d'âne ou par portage sur la tête des femmes. Et l'on doit prévoir que ces moyens primitifs de transport seront pendant longtemps encore utilisés en raison du bon marché de la main-d'œuvre.

Les transports effectués de la sorte sont d'une telle importance qu'ils expliquent le peu de développement des chemins de fer auxquels ils font une concurrence insoutenable. Il n'existe en effet qu'environ 200 km. de chemins de fer à voie étroite, le long de la côte et dans les principales plaines. L'absence de toute

industrie et le manque de grand trafic de passagers les confinent dans une activité réduite, sauf au moment de la coupe des cannes à sucre qui leur procure des chargements abondants.

TABLEAU N° III

NOMBRE ET TONNAGE DES BATEAUX A VAPEUR ET A MOTEUR
AYANT TOUCHÉ HAÏTI AU COURS DE L'EXERCICE 1932-33
(PAR NATIONALITÉ)

	Nombre	Tonnage
Allemands	96	210.287
Américains	270	878.721
Anglais	30	79.642
Français	25	66.461
Hollandais	190	221.765
Autres nationalités	70	132.136
Total ...	681	1.589.012

Les transports internationaux sont, au contraire, assez faciles, un grand nombre de Compagnies de navigation desservent les ports haïtiens. C'est ainsi qu'au cours de l'année 1932-1933, 681 navires sont entrés dans les ports ouverts au commerce extérieur. Parmi eux, on compte 270 navires battant pavillon américain et 190 de nationalité hollandaise. Viennent ensuite, par ordre d'importance, les Compagnies allemandes, anglaise et française.

Presque tous les cargos disposent de quelques cabines de passagers, mais seule la Compagnie générale transatlantique assure un service régulier direct de paquebots pour l'Europe. Cependant le trafic des passagers s'effectue principalement via New-York qui est la voie la plus rapide, surtout depuis qu'une ligne américaine, inaugurée en novembre 1932, assure un service rapide hebdomadaire entre Port-au-Prince et New-York.

Le tonnage des bateaux français qui ont touché en Haïti au cours de l'exercice 1932-1933 a été supérieur de 26.286 tonnes à celui de l'année précédente, soit une augmentation de l'ordre de 65 %. Cependant, en dépit de cette augmentation, et bien que la France soit le principal consommateur des produits haïtiens, la marine française n'occupe que le cinquième rang parmi celles qui trafiquent en Haïti.

Il convient de remarquer qu'en dehors des petits voiliers qui assurent le trafic côtier, il n'existe pas de navires de commerce battant le pavillon haïtien. Il est aussi remarquable que les relations sont beaucoup plus difficiles avec les îles voisines (exception faite pour la Jamaïque) qu'avec l'Europe ou l'Amérique. Il existe très peu de relations commerciales entre Haïti et Cuba, et même avec la République voisine de Santo-Domingo, aussi les moyens de communications sont-ils peu nombreux entre elles.

Un service aérien régulier est assuré entre Port-au-Prince et la Floride d'une part, Santo-Domingo et Porto-Rico de l'autre. Il est tri-hebdomadaire et assure à la fois le transport des passagers, des colis et de la malle postale. Il a été complété en 1933 par l'établissement d'un service hebdomadaire en Kingston (Jamaïque), Santiago de Cuba, Port-au-Prince et Santo-Domingo. Enfin, l'établissement d'une ligne aérienne reliant les Etats-Unis aux Etats de l'Amérique du Sud, et qui passerait par Port-au-Prince, est actuellement à l'étude.

Rappelons enfin que la République d'Haïti est signataire des conventions postales internationales, que plusieurs câbles internationaux y aboutissent et qu'un système de télégraphes et de téléphones fonctionne sur tout son territoire.

DEUXIÈME PARTIE

Les produits

CHAPITRE PREMIER

PRODUITS AGRICOLES

L'agriculture constitue donc l'élément essentiel de l'économie haïtienne. Les statistiques de la population montrent qu'environ 80 % des habitants sont des campagnards et tirent leurs revenus du sol. Cependant la production agricole n'a pas l'importance que la fertilité du pays et la densité de la population sembleraient devoir lui conférer. Elle est même inférieure à celle de l'ancienne colonie française de Saint-Domingue dont la superficie et le nombre des habitants étaient cependant moindres que ceux de l'actuelle République d'Haïti. Une comparaison, faite à propos de chaque produit, entre l'époque coloniale et la situation présente permettra de mesurer cette différence et d'apprécier le développement que pourrait prendre l'agriculture haïtienne. Aujourd'hui encore de vastes étendues de terres demeurent incultes et la culture des produits d'exportation s'est considé-

ramblement réduite tandis que celle des denrées de consommation locale est proportionnée aux besoins de la population.

* * *

Denrées d'exportation de la Colonie et de la République

Le *tabac* fut la première denrée plantée à Saint-Domingue. Les boucaniers le cultivèrent avec succès dans l'île de la Tortue d'abord, puis sur la grande île dont il fut, pendant un certain temps, la principale exportation. Sa culture cessa cependant d'être pratiquée dès la fin de l'époque coloniale et la République importe aujourd'hui presque tout le tabac qu'elle consomme, notamment de la République voisine de Santo-Domingo dont il constitue une production importante. Rien n'explique, sinon la désuétude, l'abandon d'une culture rémunératrice à laquelle le climat et le sol conviennent parfaitement.

De même, l'on doit attribuer à l'introduction de l'*indigo* dans l'île sa première prospérité réelle. Sa culture est aussi complètement abandonnée aujourd'hui. Mais il ne faut pas compter la voir reprendre un jour car l'usage répandu de l'indigo synthétique semble avoir définitivement condamné sa culture.

Mais c'est principalement la *canne à sucre* qui avait fait la richesse de la colonie de Saint-Domingue et lui avait fait mériter son nom de « Perle des Antilles ». Sa culture s'était étendue rapidement grâce aux remarquables systèmes d'irrigation, construits par les Français, et qui constituent toujours la base de l'arrosage tel qu'il est pratiqué dans la République. De grandes quantités de sucre étaient exportées vers la métropole, en grande partie raffiné sur place. Les grandes plaines de la République sont toujours plantées en cannes à sucre, mais, jusqu'il y a peu de temps encore, uniquement pour répondre aux besoins de la consommation locale. Elles étaient en effet transformées en « rapadou », sorte de sucre brun non raffiné, en rhum et en « clairin », qui est une sorte de rhum non distillé qui est à la base de sa fabrication et qui peut être considéré comme la boisson nationale. Depuis la guerre, la culture en a été développée pour alimenter une grande sucrerie qui s'est établie, avec des capitaux américains, aux environs de Port-au-Prince. Le sucre exporté provient uniquement de cette usine, mais son montant paraît infime à côté des quantités exportées par l'île de Cuba par exemple, et cette branche de l'agriculture pourrait être développée si le marché du sucre n'était pas lui-même encombré.

TABLEAU N° IV

TABLEAU COMPARATIF DES VALEURS EXPORTÉES
DES QUATRE PRINCIPAUX PRODUITS D'HAÏTI EN 1791 ET EN 1932
(EXPRIMÉES EN DOLLARS AMÉRICAINS)

Produits	1791	1932
Sucre	\$ 23.432.470	\$ 444.219
Café	\$ 10.378.150	\$ 5.267.045
Coton	\$ 3.514.450	\$ 812.452
Indigo	\$ 2.175.024	

Le *café* ne fut introduit qu'assez tard dans la colonie où il n'apparaît qu'en 1738, mais sa culture ne tarda pas à se répandre avec une grande rapidité, spécialement dans les régions montagneuses où celles de la canne à sucre et de l'indigo étaient difficiles. Le sol et le climat lui convenant particulièrement bien, les plantations se multiplièrent et on estime qu'elles recouvraient, en 1908, plus de 500 km². Aujourd'hui la plante pousse virtuellement à l'état sauvage, et les paysans n'accordent à leurs cultures qu'un minimum de soins rudimentaires. Le café exporté en 1791 constituait environ le quart de la valeur totale des exportations ; au cours de ces dernières années, il en représentait environ les deux tiers. Si bien que l'on peut considérer le café comme l'élément essentiel de l'économie haïtienne, les revenus de la population et de l'Etat sont proportionnels à l'importance de la récolte, puisque, comme nous l'avons vu plus haut,

le Gouvernement tire une part importante de ses ressources de taxes à l'exportation.

Le *cotonnier* est un arbuste qui pousse naturellement dans les Antilles, et il atteint, en Haïti, de 3 à 5 mètres de hauteur. Il pousse à l'état sauvage et, jusqu'à présent, ce n'était que lorsque la demande faisait monter les prix qu'il était cultivé de façon primitive. Aussi les récoltes présentaient-elles de grosses différences suivant les années, et la qualité du produit n'était-elle jamais supérieure. Une compagnie américaine tenta récemment d'en pratiquer la culture sur une grande échelle, mais les circonstances économiques ont arrêté cette expérience. La culture du coton pourrait être cependant une source importante de richesses, et le Gouvernement s'efforce actuellement d'en provoquer la plantation en distribuant des semences d'un coton sélectionné qui peut rivaliser avec les meilleures qualités américaines et égyptiennes. Bien que la production ait augmenté au cours de ces dernières années, les effets de cette politique ne pourront pleinement apparaître qu'au bout de plusieurs années encore, en raison des difficultés qu'il y a de déterminer les paysans à entreprendre une nouvelle culture.

La production de *pite* ou *sisal*, a été, au cours de ces dernières années l'objet d'une augmentation

d'autant plus digne de remarque qu'elle est tout entière absorbée par l'exportation. Cela a été dû principalement à la construction d'une usine de décoration, et les heureux résultats obtenus par cette entreprise permettent d'espérer que son exemple sera suivi et que cette culture facile se développera encore au cours des années à venir.

Comme le cotonnier, le *cacaoyer* est une plante indigène, mais les conditions climatiques qu'il nécessite ont restreint son domaine à la presque île du Sud de la République, et certaines régions du Nord, où, en certains endroits, il remplace la culture du caféier. Cependant, bien que le cacao haïtien soit de bonne qualité, et que ce fruit soit d'une consommation généralisée, les exportations en ont considérablement baissé, et sont loin de celles que faisait la colonie pour laquelle elles représentaient une source importante de revenus. Il faut chercher la cause de cette décadence dans la mauvaise préparation commerciale et la mauvaise présentation des produits haïtiens.

De même le *cocotier* pousse naturellement dans toute l'île où on le rencontre très souvent. Mais il ne fait pas, à proprement parler, l'objet d'une culture rationnelle. Les noix sont utilisées pour la consommation locale et ne figurent pas parmi les exportations de la République. Cependant, le projet de développement

agricole en prévoit la plantation en vue de l'exportation.

L'élevage des *abeilles* fut introduit au temps de la colonie, et s'est trouvé facilité par la luxuriance de la végétation qui offre de vastes champs de récolte aux travailleuses. Le miel haïtien est d'excellente qualité, et il est particulièrement apprécié en France, en tant que miel industriel utilisé pour la fabrication du pain d'épices. La production en demeure cependant assez restreinte bien que la facilité de sa récolte et le prix élevé auquel il se vend devraient en motiver l'extension.

Les *ananas* et les *bananes* ne figurent que depuis très peu de temps parmi les articles d'exportation, et ils n'étaient cultivés, jusqu'à présent, que pour les besoins du pays qui en fait une très abondante consommation. Il en existe de très nombreuses variétés qui, toutes, sont d'excellente qualité. La situation géographique de la République d'Haïti est, d'autre part, plus avantageuse que celles de certains pays qui se livrent cependant avec profit à leur culture pour l'exportation. Ces diverses raisons ont motivé l'initiative de plusieurs compagnies américaines d'en étendre la culture et d'en organiser le commerce. C'est ainsi que les envois de bananes à l'étranger, qui étaient pour ainsi dire inexistants en 1925, se sont élevés, pour

l'année 1933-1934 à un montant de 49.343 gourdes, chiffre qui sera très largement dépassé cette année. De même, l'installation dans le pays d'une fabrique de conserves d'ananas a donné à cette culture une importance nouvelle. Il convient cependant de remarquer que les chiffres actuels sont loin de correspondre aux capacités de production du pays, et que l'on est en droit de s'attendre à voir Haïti constituer un jour un des principaux marchés de fruits du monde.

* * *

Denrées cultivées pour la consommation locale

La flore du pays est particulièrement riche en variétés comestibles, et une très grande quantité d'autres végétaux que ceux que nous venons d'énumérer sont cultivés ou recueillis à l'état sauvage pour les besoins de la consommation locale. Les principales céréales sont le maïs, le petit-mil et le riz.

On rencontre le *maïs* sur toutes les pentes des montagnes, et, bien que les épis de l'espèce cultivée soient assez petits, il est de bonne qualité. La plus grande partie de la récolte est moulue en farine et employée pour l'alimentation, une petite quantité seulement sert à la nourriture des bestiaux. Les prix

élevés pratiqués à la fin de la guerre en avaient, un moment, provoqué une exportation assez considérable vers l'île de Cuba, mais son commerce est redevenu aujourd'hui purement intérieur.

Le *petit-mil* est généralement cultivé sur tout le territoire de la République, ses grains servent de nourriture, et ses tiges sont utilisées comme fourrage pour les bestiaux. Par contre, la culture du *riz*, produit qui est à la base de l'alimentation de la population haïtienne, est concentrée dans quelques localités où elle est considérable. Néanmoins, la production nationale est loin de pouvoir suffire à la grande consommation qui en est faite, et il faut en importer chaque année des quantités très importantes. Enfin, les *fèves* et les *pois*, dont il existe de très nombreuses variétés, sont également l'objet d'une culture généralisée dans tout le pays.

Le *manioc* entre aussi dans l'alimentation du pays, ses racines servent, en effet, à préparer la « cassave » qui, dans beaucoup d'endroits, remplace le pain. Les fruits les plus communs sont la banane, l'orange, l'avocat, le mango, l'ananas et le coco. Il en existe beaucoup d'autres, plus ou moins rares, poussant à l'état naturel tels que le raisin, le corosol, l'abricot, le citron, la sapotille ... Les fruits de l'arbre à pain s'ajoutent aux légumes ordinaires : pommes de terre

et patates. Notons enfin que tous les fruits des climats tempérés peuvent être cultivés sur les montagnes où l'on rencontre même des mûres et des fraises à l'état sauvage. Tous ces produits ne sont d'ailleurs l'objet que d'un commerce très restreint, ils sont cultivés en petits jardins individuels et la production est généralement limitée aux besoins familiaux. Quant aux fruits l'on peut presque dire qu'ils sont à qui les cueille ou les ramasse, ceci n'étant vrai que pour les campagnes, qui contiennent d'ailleurs la majeure partie des habitants.

L'élevage du bétail n'est pas développé comme permettraient de le faire les vastes étendues de savanes qui restent inutilisées. Des chevaux, des mules et des ânes, sont élevés comme montures et comme bêtes de somme, ils sont généralement, les uns comme les autres, de petite taille, mais particulièrement courageux, endurants et habitués à circuler sur les difficiles chemins des montagnes, le gros bétail est élevé principalement pour la viande et la peau, beaucoup plus rarement pour le lait, à telle enseigne que tout le beurre consommé dans le pays est importé de l'étranger. Les chèvres sont, sans aucun doute, les animaux domestiques les plus répandus. Elles errent en liberté et se nourrissent sur les pentes des montagnes, leur chair est très appréciée du peuple, et leur peau trouve

de nombreuses utilisations. Par contre, les moutons ne se rencontrent qu'assez rarement, leur laine n'est jamais d'ailleurs que d'assez médiocre qualité. Les porcs, enfin, sont communs dans toutes les campagnes où ils vivent de graines d'arbres et de déchets, mais, comme tous les animaux, ils ne sont l'objet d'aucun soin particulier, et sont le plus souvent de petite taille et fort maigres.

Les poules, les dindes et les pintades sont élevées presque partout. Mais il importe de faire remarquer que bétail comme volaille ne sont que d'assez médiocre qualité, et qu'une sélection soignée devrait être effectuée dans le but d'améliorer les races actuellement élevées en Haïti.

CHAPITRE II

PRODUITS INDUSTRIELS ET MINIERS

Si la République d'Haïti se trouve en retard sur ses voisines du point de vue agricole, sa situation industrielle et minière la place également au tout dernier rang des Antilles. Il n'existe, à proprement parler, pas de grande industrie en Haïti, quelques entreprises de moyenne importance seulement sont établies dans le pays, et les petites, qui sont assez nombreuses, s'apparentent davantage à l'artisanat qu'à l'industrie.

C'est ainsi que des petits artisans fabriquent en assez grande quantité des paniers et des cordages, suffisant ainsi à toute la consommation locale. De même, des tourneurs sur bois et des ébénistes fabriquent des objets en acajou dont une partie assez importante est vendue aux touristes qui passent à Port-au-Prince sur les navires américains se rendant au Canal de Panama. Tout récemment une petite

industrie de ferblanterie qui produit des articles de ménage de qualité assez médiocre d'ailleurs, semble avoir pris un nouveau développement. Enfin, plusieurs petites briquetteries locales satisfont aux demandes, assez restreintes dans un pays où les maisons du peuple sont toutes construites en boue séchée, en torchis, et où beaucoup de maisons des villes sont encore bâties en bois.

D'autre part, la préparation des produits agricoles en vue de l'exportation se fait, dans les villes côtières, dans ce que l'on nomme, avec quelque emphase dans le pays, des « usines ». Il y a ainsi d'assez nombreuses « usines à café » où l'on nettoie, sèche et prépare le café apporté en cerises par les paysans. Ailleurs ce sont des « usines à coton » où celui-ci est égrené et pressé en balles. Enfin nous avons déjà mentionné l'existence d'une usine de décoration du sisal et d'une fabrique de conserves d'ananas.

Ce n'est que depuis relativement assez peu de temps que des entreprises se sont créées pour transformer sur place les graines de coton qu'auparavant l'on exportait telles quelles. L'on en fait maintenant le plus souvent une sorte de graisse alimentaire d'un usage très répandu dans le pays, qui est connue sous le nom de « mantèque ». Les résidus de cette fabrication sont également utilisés : ils sont agglomérés sous forme

de « cakes » qui sont utilisés en Europe, comme les tourteaux, pour la nourriture des bestiaux et sur place comme engrais dans les plantations de canne à sucre. Plus récemment encore s'est montée à Port-au-Prince une usine qui fabrique de l'huile et du savon à base également de graines de coton.

La Révolution de 1804 avait entraîné, sinon la destruction totale, du moins l'abandon définitif des sucreries et des raffineries construites par les colons français de Saint-Domingue. Aussi, pendant longtemps n'exista-t-il dans le pays que de petites installations très rudimentaires pour la préparation du sucre brun non raffiné consommé par la population sous le nom de « rapadou ». Quelques installations plus modernes et plus importantes sont consacrées à la distillation, l'on y prépare du rhum d'excellente qualité et du « clairin » pour la consommation locale. Mais ce n'est que depuis la guerre qu'il y a une sucrerie et raffinerie vraiment moderne qui s'est installée, avec des capitaux américains, dans les environs de Port-au-Prince. Elle peut moulinner annuellement 250.000 tonnes de cannes à sucre, mais, jusqu'ici, n'a jamais pu donner son plein rendement. Presque toute sa production est réservée à l'exportation.

Une usine pour l'extraction de la teinture de campêche fonctionne dans le Nord du pays, mais son activité semble avoir diminué au cours de ces dernières

années. Des salines sont exploitées le long des côtes pour les besoins du pays. Une manufacture de cigarettes assez importante est établie dans la capitale qui compte également une grosse fabrique de glace. Des usines électriques et des fabriques de glace existent aussi dans la plupart des villes côtières qui sont les plus importantes.

L'industrie forestière qui était particulièrement développée du temps de la colonie, a perdu aujourd'hui beaucoup de son importance. Des coupes inconsidérées ont fait disparaître les forêts les plus rapprochées des ports d'embarquement, et les difficultés de transport rendent pratiquement impossible l'exploitation de celles qui couvrent encore les montagnes de l'intérieur. Enfin la fabrication du charbon de bois, qui est le seul combustible employé dans la vie domestique dans la République, occasionne journellement une perte de substance régulière, car aucune plantation ne vient remplacer les arbres abattus.

Pourtant, jusqu'à ces dernières années encore, des exportations assez importantes de bois de campêche étaient faites dans certaines régions. Mais les progrès de l'industrie chimique, en rendant plus avantageux l'emploi de colorants artificiels, ont porté un coup mortel au commerce du campêche. L'acajou, qui était autrefois une des essences dont Haïti était un gros fournisseur, n'est pour ainsi dire plus exporté

aujourd'hui. Mais Haïti est resté un des principaux fournisseurs de gayac, bois très dur employé pour des usages spéciaux, bien que là encore, la baisse des prix ait entraîné une grosse diminution du trafic.

Depuis les fabuleux trésors rapportés d'Hispanola par les galions espagnols, une réputation de grande richesse minérale était faite à toute l'île d'Haïti. Cependant une reconnaissance géologique effectuée récemment dans la République d'Haïti a remis les choses au point. Certains gisements de fer, de cuivre et d'argent ont été reconnus, mais ils sont apparus trop peu importants pour motiver les frais considérables que nécessiterait leur exploitation, surtout étant donné la difficulté des communications. Des pépites d'or se rencontrent dans de nombreux cours d'eau de la République, mais les placers ne sont pas l'objet de recherches méthodiques. Plus intéressants, sans aucun doute, sont les gisements de lignite et surtout de pétrole qui ont été repérés, mais leur situation à l'intérieur du pays rend difficile leur exploitation qui nécessiterait également d'importants capitaux. Aussi bien, à l'heure actuelle, aucune exploitation minière n'est-elle en activité sur le territoire de la République d'Haïti.

Il est possible cependant qu'une amélioration des conditions économiques rende de nouveau rémunératrices les entreprises extractives et il est permis de croire que le sous-sol d'Haïti deviendra alors une source importante de richesses.

TROISIÈME PARTIE

Le commerce

CHAPITRE PREMIER

LEGISLATION DOUANIERE

Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'exposer, la République d'Haïti n'applique qu'un système d'impôts intérieurs rudimentaire et très restreint. Pour des raisons à la fois de commodité et de rendement, elle tire la très grosse majorité de ses revenus de taxes à l'importation et à l'exportation. Aussi conçoit-on toute l'importance que présente pour elle sa législation douanière et s'explique-t-on le nouveau régime qu'elle a mis en vigueur depuis 1926.

L'ancien régime douanier remontait à 1858 et n'avait été révisé que d'une façon tout à fait superficielle en 1905. Il comprenait des droits d'importation spécifiques sur les objets énumérés dans la loi, et, pour ceux qui ne figuraient pas sur la liste, des droits *ad valorem* dont l'assiette était assez compliquée. Une loi de 1906 avait juxtaposé au précédent tarif un tarif maximum en majorant le premier de 50 %. Enfin,

un tarif conventionnel était, déjà à la suite d'accords commerciaux, appliqué aux produits français qui bénéficiaient d'une réduction d'un tiers sur les droits fixés par le tarif minimum, et à certains produits américains et allemands qui jouissaient également d'un régime de faveur.

On reprochait, à juste titre, à ce régime son caractère trop exclusivement fiscal, sa nomenclature qui était incomplète et qui, pour le reste, ne correspondait plus aux produits nouveaux, et enfin l'abondance des taxes et des surtaxes qui en rendaient l'application difficile et ne laissait pas d'être la cause de nombreuses contestations et erreurs.

Aussi, pendant l'occupation américaine, le 26 juillet 1926, fut-il voté un nouveau tarif douanier qui avait été préparé par le receveur général des douanes placé par le Gouvernement des Etats-Unis à la tête de ce département. Ce nouveau document présente sur le précédent des progrès certains, mais cependant de nombreuses critiques peuvent lui être faites.

Il donne satisfaction au commerce en ce qui concerne l'unification des taxes, surtaxes et autres complications inhérentes au précédent régime. De même une nomenclature plus rationnelle et faisant une place plus grande aux produits nouveaux a été adoptée. Enfin le tarif adopte comme base générale les droits spécifiques, mais afin d'éviter le reproche d'injus-

tice qui aurait pu lui être adressé, il comporte de très nombreuses distinctions et sous-distinctions. C'est ainsi que le nouveau tarif ne comprend pas moins de 13.300 paragraphes. Aussi en résulte-t-il de nouveau une grande complication, et la difficulté qu'il y a à distinguer des produits présentant souvent une grande ressemblance entre eux, est chaque jour la source de différends entre la douane et les commerçants.

Mais cependant, sur certains articles, l'administration a maintenu des droits *ad valorem*. Elle a, en outre, prévu sur de nombreux produits à la fois une taxe spécifique et un droit *ad valorem*, en se réservant le choix du mode de taxation comportant le droit le plus élevé. Le commerce tout entier a protesté, mais en vain, contre une telle mesure qui enlève toute certitude aux prévisions commerciales puisque le choix du tarif est laissé à l'arbitraire du douanier. On reproche en dernier lieu à ce régime de faire peser des taxes trop lourdes sur certains objets de nécessité et d'avoir supprimé certaines franchises du précédent tarif.

Aux droits d'importation proprement dits viennent s'ajouter certaines surtaxes. C'est ainsi que, pour éviter la création d'une taxe sur le chiffre d'affaire dont le taux devait être de 1 %, les Chambres de commerce, consultées, ont préconisé en 1924, l'établisse-

ment d'un droit perçu une fois pour toutes à la douane : c'est le droit de visa dont le taux a été fixé par l'administration à 4 %, et qui a été consolidé par le nouveau tarif de 1926. Par ailleurs, afin de remédier au déficit budgétaire qui était la conséquence directe du ralentissement des transactions, une surtaxe de crise, d'un montant de 5 %, a été créée le 24 septembre 1932, elle sera d'ailleurs supprimée « dès qu'il ressortira du mouvement général des recettes de l'Etat que l'équilibre du budget est assuré par le rendement des taxes et impôts tels qu'ils sont fixés au moment où intervient la présente loi ou avec l'adjonction de tous impôts nouveaux ».

Comme le régime de 1858, celui de 1926 a maintenu des droits élevés d'exportation. C'est ainsi que sur des exportations évaluées à 46.650.366 gourdes en 1932-1933, il a été perçu 13.226.893,15 gourdes de droits de douane ce qui représente une charge de 28,35 % pour l'année 1932-1933. Ce même pourcentage était de 21,48 % en 1931-1932, et de 19,68 % en 1930-1931. Cette aggravation s'explique par les bas prix du café, les droits à l'exportation étant spécifiques, la charge qu'ils représentent s'accroît au fur et à mesure que les prix baissent. Quoiqu'il en soit, ces taxes paraissent irrationnelles et sont économiquement malsaines. Elles rendent plus difficile le placement à l'étranger de denrées dont Haïti n'a pas le monopole de produc-

tion. Mais elles tiennent une place trop importante dans les revenus de l'Etat pour qu'on puisse envisager leur suppression. Tout au plus, des exemptions temporaires ont-elle été décidées en faveur de certains produits dont l'exportation était devenue particulièrement difficile, comme le bois de campêche, et tout récemment le sucre.

Seules des modifications de détail, qui ne touchent pas à l'économie du système, y ont été apportées depuis sa mise en application. Mais il faut faire une importante exception à l'égard de l'avenant à la convention commerciale conclue avec la France en 1930, qui a été signé le 10 mars 1934, et que nous étudierons plus loin.

CHAPITRE II

LE COMMERCE D'EXPORTATION

Les marchandises exportées par la République d'Haïti étant essentiellement constituées par les quelques produits agricoles que nous avons déjà examinés, le volume du commerce d'exportation est sujet à des variations étroitement liées à l'importance des récoltes. C'est ainsi que la succession de plusieurs récoltes inférieures à la moyenne avait entraîné une réduction des ventes à l'étranger dont l'effet s'était aussitôt fait sentir dans tout le pays. Au contraire, à la suite d'une abondante récolte de café et d'une production également accrue de coton, de sisal et d'ananas, la valeur des exportations est passée de 36.106.394 gourdes en 1931-1932 à 46.650.366 gourdes au cours de l'exercice 1932-1933, soit une augmentation de 10.543.972 gourdes qui correspond à un pourcentage de 29 % de l'exportation totale.

Par ordre d'importance, les quatre principaux arti-

cles d'exportation sont le café, le coton, le sucre et la pite (ou sisal). Ils constituent à eux seuls environ 95 % du montant total des exportations. Il a été vendu au cours de l'année 1932-1933 pour 36.252.152 gourdes de café, soit plus de 77 % de la valeur totale des exportations. Ce chiffre élevé n'a été atteint, en dépit de la baisse des prix, qu'en raison des résultats anormalement favorables de cette récolte qui a été, en volume, presque le double de celle de l'exercice précédent. Le Gouvernement a établi une classification officielle du café exporté en sept types standards, et il a accordé une détaxe au café convenablement préparé. Mais cependant les exportateurs ont peu fait pour améliorer leur produit par une meilleure préparation des fèves, en dépit des avantages qui leur étaient concédés.

Dans le même temps il a été envoyé à l'étranger pour un montant de 4.634.860 gourdes de coton, soit environ 10 % du total des exportations, pour un volume de 5.846.483 kg. Mais ces chiffres n'expriment pas les possibilités du pays. Il est à prévoir qu'ils atteindront très rapidement un niveau plus élevé. Parallèlement à celle du coton doit être mentionnée l'exportation de tourteaux de graines de coton qui représentent à peu près le dixième de l'exportation du coton.

Par contre, il ne semble pas que l'on puisse espérer d'ici longtemps voir le chiffre des exportations de

TABLEAU N° V

QUANTITÉ DES EXPORTATIONS PAR ARTICLES DE 1926 A 1933
(EXPRIMÉE EN KILOS)

Articles principaux	1926-1931	1931-1932	1932-1933
Bananes	1.116	26.453	33.014
Cacao	1.765.943	791.767	919.665
Café	31.802.740	23.204.896	41.745.766
Coton	4.675.990	6.308.335	5.846.483
Tourteaux de graines de coton	5.900.693	6.156.738	6.962.195
Peaux de chèvres	221.180	133.302	133.489
Miel	577.253	566.057	532.666
Bois de Campêche	27.997.433	12.085.025	14.129.175
Mélasse	3.556.867	13.517.941	4.577.699
Ananas	155.991	218.081	624.818
Sisal	285.172	2.788.614	3.737.057
Sucre	9.758.153	20.106.453	24.648.573

TABLEAU N° VI

POURCENTAGE DES VALEURS EXPORTÉES PAR PAYS DE DESTINATION
DE 1926 A 1933

Pays de destination	1926-1931	Moyenne 1931-1932	1932-1933
France	50,62%	44,63%	54,18%
Grande-Bretagne	5,20 »	12,88 »	11,48 »
Etats-Unis	8,21 »	8,10 »	6,26 »
Belgique	6,41 »	8,96 »	7,43 »
Danemark	7,80 »	9,07 »	8,22 »
Allemagne	5,18 »	3,23 »	1,20 »
Italie	7,06 »	10,43 »	6,44 »
Autres pays	9,52 »	2,70 »	4,69 »
	100	100	100

sucres s'accroître dans des conditions notables. Il était, en 1932-1933, de 24.801.170 kg. représentant une valeur de 2.221.629 gourdes, soit 4,75 % du total. Il n'existe en effet qu'une seule centrale sucrière travaillant pour l'exportation et elle rencontre des difficultés à augmenter sa production.

La production et l'exportation de la pite se sont considérablement accrues au cours de ces dernières années mais il paraît qu'elles sont étroitement conditionnées par le niveau des prix pratiqués sur le marché mondial.

Les exportations de bois de campêche diminuent d'importance chaque année, et le restant des exportations est constitué de produits variés parmi lesquels on peut énumérer : les conserves d'ananas, les peaux de chèvres, le cacao et le miel. Les bananes ne figurent pas encore parmi les articles d'exportation, mais il faut s'attendre à les voir rapidement prendre une grande importance. Le principal obstacle à leur envoi à l'étranger résidait dans les difficultés de transport, mais des Compagnies de navigation ont mis en service des navires spécialement aménagés entre Haïti et New-York, dont le marché se fournira bientôt en grande partie de bananes haïtiennes. En effet, une puissante compagnie américaine, la Standard Fruit Cy., a passé avec le Gouvernement un contrat qui lui assure le monopole du transport des bananes, moyen-

nant un système d'avances à la production. De ce fait, la production augmente chaque jour et l'on prévoit qu'à la fin de cette année on pourra exporter plus d'un million de régimes par an.

Une telle sorte de contrat mériterait d'être généralisée pour d'autres cultures exportables, étant donné les conditions existant en Haïti où la culture se trouve entre les mains de paysans sans technique et sans capital. Une telle méthode permettrait sans doute aux proudits haïtiens, de très belle qualité originale, mais sans préparation rationnelle, de soutenir victorieusement la concurrence sur le marché international.

* * *

La plus grande partie du commerce haïtien d'exportation se fait avec six pays qui sont, par ordre d'importance : la France, le Royaume Uni de Grande-Bretagne, le Danemark, la Belgique, l'Italie et les Etats-Unis, qui achètent ensemble environ 95 % des produits du pays.

La France est, comme elle a toujours été, le principal client de la République d'Haïti. C'est ainsi qu'au cours de l'exercice 1932-1933, plus de 54 % des exportations ont été faites à destination de notre pays. Elles consistent principalement en café, qui jouit sur notre marché d'une préférence marquée, à tel

point que la France a acheté 65 % de la récolte de l'année dernière. Nous faisons aussi des achats importants de coton, de bois de campêche, de miel et de pelures d'oranges amères, et de quelques autres produits.

L'Angleterre achète près de 12 % de la production haïtienne et se place ainsi au second rang des pays d'exportations. Elle s'y fournit surtout en coton, en tourteaux de grandes de coton, en sucre et en conserves d'ananas, mais il est à remarquer qu'elle ne consomme pour ainsi dire pas du tout de café haïtien. A l'inverse, le Danemark qui vient en troisième, se fournit très abondamment de café en Haïti, c'est même presque là le seul produit qu'elle en importe. Les transactions commerciales sont cependant assez considérables entre les deux pays en raison de l'existence de grosses maisons de commerce danoises en Haïti.

Les autres consommateurs de denrées haïtiennes sont, par ordre d'importance : la Belgique, l'Italie, les Etats-Unis qui, en dépit de leur proximité et des nombreux intérêts qu'ils ont dans le pays, n'occupent que le sixième rang, l'Espagne et les Pays-Bas. Le commerce avec l'Allemagne qui, pendant un temps, était assez important est aujourd'hui tombé à un niveau très bas. D'autre part, certains pays qui ont un chiffre de ventes assez élevé dans le pays, comme le Vénézuéla, la République Dominicaine et le Nippon n'y achètent cependant rien en échange.

CHAPITRE III

COMMERCE D'IMPORTATION

La qualité du sol, la variété du climat qui s'apparente, suivant les régions au tropical ou au tempéré, et l'abondance de la main-d'œuvre pourraient permettre à la République d'Haïti de produire elle-même une grande partie des produits qui lui sont nécessaires. Il n'en est rien cependant, et elle dépend de l'étranger, même pour de nombreux articles de première nécessité. Ce qualificatif pourrait laisser supposer que les qualités qui en sont importées varient peu d'une année à l'autre. Mais la nécessité est un mot qui n'a pas, en Haïti, la valeur que nous lui donnons en Europe. Les achats ne sont pas conditionnés par le besoin qui s'en faisait sentir, mais bien par la quantité d'argent dont disposent les acheteurs. Comme l'épargne est une vertu inconnue dans le pays, le pouvoir d'achat de la masse populaire, qui constitue la clientèle importante, est essentiellement fonction du volume et du

TABLEAU N° VII

VALEUR DES IMPORTATIONS PAR ARTICLES DE 1926 A 1933

(EN GOURDES)

Articles	moyenne de 1926-1931	1931-1932	1932-1933
Outillage agricole	561.758	286.505	350.337
Livres et imprimés	319.717	114.037	357.361
Ciment	708.521	247.886	319.799
Produits chimiques et phar- maceutiques	961.562	616.200	771.665
Coton (autrement qu'en tissus)	3.341.450	2.018.486	1.856.518
Fibres et légumes	1.133.803	512.647	651.924
Aliments : poisson	3.276.411	1.334.658	1.487.469
farine	10.987.422	4.965.715	2.866.115
viande	1.262.670	652.887	578.316
riz	1.704.546	571.909	313.251
autres aliments	6.135.900	3.083.617	2.625.205
Ustensiles de maison	1.080.639	591.255	758.626
Fers et aciers	3.615.690	1.309.124	1.328.208
	307.544	137.173	126.095
Liqueurs et boissons	1.007.712	479.013	484.254
	1.579.319	649.840	712.167
Automobiles : de tourisme	1.547.757	523.700	888.066
camions	521.839	108.004	169.200
Huiles minérales : essence	2.319.923	1.259.334	1.167.388
pétrole	1.236.788	931.579	917.772
Autres huiles minérales	782.138	564.486	411.040
Chaussures	921.824	366.013	330.574
Soie (autrement qu'en tissus)	203.099	119.950	120.465
Savon	2.981.036	1.535.154	1.339.468
Tissus de coton	14.364.675	7.966.543	10.278.600
— d'autre sorte	756.300	347.172	304.425
Tabac	226.481	19.213	21.021
Laine autrement qu'en tissus	226.701	145.506	125.121
Autres produits	11.582.119	5.847.945	6.682.493
Total	75.655.444	37.305.551	38.333.943

prix des exportations. Aussi un parallélisme assez constant peut-il s'observer entre la courbe des exportations et celle des importations. C'est ainsi que l'augmentation des valeurs exportées au cours de l'exercice 1932-1933 a provoqué une élévation des importations, et si celle-ci n'a pas atteint les mêmes proportions que la première, il faut en attribuer la raison au retard qui se constate toujours en pareille matière.

Les tissus et les articles d'alimentation représentent à eux seuls plus de la moitié des articles importés. Les achats de tissus portent principalement sur des cotonnades en pièces, dont le peuple s'habille exclusivement. Au cours de l'exercice 1932-1933, il en a été importé 3.359.265 kg., soit une augmentation de 952.075 kg. ou 39,7 % par rapport à l'année précédente au cours de laquelle les demandes s'étaient ressenties de l'effet de la crise.

A l'inverse, la proportion des articles d'alimentation importés pendant la même période est en régression sur celle de l'exercice précédent. La farine et les poissons ont toujours été parmi les principaux articles importés. Cependant les eaux haïtiennes abondent en poissons de toutes sortes et d'excellente qualité, et la production locale de légumes et de céréales pourrait, dans une large mesure, suppléer aux besoins du pays. C'est en partie pour déterminer une augmentation de la production locale que les droits

d'entrée sur les farines ont été récemment élevés. Aussi les importations de farine ont-elles diminué au cours de l'exercice 1932-1933 de 43,1 % en quantité et de 42,44 % en valeur.

Le troisième groupe important des importations est constitué par les expéditions d'essence pour automobiles, de pétrole, principalement utilisé pour l'éclairage et d'autres huiles minérales. Les quantités importées suivent une progression qui est en grande partie liée à l'intensification du trafic automobile rendu possible par l'entretien et l'amélioration des routes existantes et à la construction de voies nouvelles.

Bien que du savon soit fabriqué à Haïti, la plus grande partie des besoins domestiques sont satisfaits par les importations. Mais il est vraisemblable qu'elles diminueront à l'avenir car, indépendamment des bonnes possibilités de développement données par la nature, le taux élevé des droits d'importation, qui atteignent 50 % *ad valorem*, offrent une ample protection à l'industrie nationale.

Enfin, le restant des importations est constitué par des matériaux de construction (articles en fer et en acier, bois de construction, ciment ...), des automobiles et des camions, des articles manufacturés, des produits chimiques, des vins et liqueurs dont il semble que l'importance doive s'accroître à la suite de l'ave-

nant à l'accord commercial franco-haïtien, des livres et divers produits de moindre importance.

* * *

Leur présence dans le pays, la proximité des deux Etats et la facilité des communications qui les unissent ont fait des Etats-Unis d'Amérique, le principal fournisseur de la République d'Haïti. Cependant cette situation prépondérante ne date que de la guerre et peut-être aussi le tarif douanier de 1926, établi sous leur administration, a-t-il réservé un sort privilégié aux denrées américaines. Au cours de l'année fiscale 1932-1933, il a été importé des Etats-Unis pour 23.850.935 gourdes de marchandises, soit 62,2 % du total importé. Mais il faut remarquer que le volume des importations américaines diminue de façon constante, qu'il représentait 86,6 % du total au cours de la période de 1916-1921, 78,8 % au cours de la période 1921-1926, 72,6 % au cours des années 1926-1931, et 67,6 % en 1931-1932 avant de tomber à 62,22 % en 1932-1933. La raison de ce mouvement rétrograde doit être sans doute cherchée autant dans une meilleure organisation commerciale des nations européennes de nouveau en paix, que dans le retour d'Haïti à ses goûts traditionnels qui l'attachent à l'Europe plus qu'à l'Amérique.

TABLEAU N° VIII

POURCENTAGE DES VALEURS IMPORTÉES PAR PAYS D'ORIGINE
DE 1926 A 1933

Pays d'origine	moyenne 1926-1931	1931-1932	1932-1933
France	7,03 %	5,87 %	5,75 %
Grande-Bretagne	6,50 »	9,20 »	12,70 »
Etats-Unis	72,60 »	67,58 »	62,22 »
Belgique	0,78 »	0,99 »	1,40 »
Curaçao	1,57 »	1,06 »	1,96 »
Allemagne	4,39 »	4,20 »	4,87 »
Nippon	0,13 »	0,40 »	3,02 »
Hollande	2,47 »	3,50 »	2,64 »
Autres pays	4,53 »	7,20 »	5,44 »
	100	100	100

L'Angleterre occupe le second rang des pays importateurs, et la part qu'elle prend au commerce d'importation s'est élevée en 1932-1933 à 12,7 %, contre 9,2 % l'année précédente. Les principaux produits qu'elle fournit à Haïti sont les tissus et les savons. La France alimente le pays en vins, en liqueurs, en produits pharmaceutiques et de parfumerie. Son commerce représente environ 5,9 % du total, il était resté à peu près stationnaire depuis la guerre., mais l'on peut penser que les récents accords commerciaux conclus entre les deux pays lui donneront un essor nouveau. L'Allemagne enfin est le plus gros fournisseur de ciment et tient également une place importante dans le commerce du fer et de l'acier.

Ces dernières années ont vu apparaître un nouveau et dangereux concurrent sur le marché des importations haïtiennes en la personne du Nippon. Ce pays, avec lequel les rapports étaient nuls en 1930, a fait passer ses importations (presque uniquement des cotonnades) de 149.330 gourdes en 1931-1932, à 1.156.152 gourdes en 1932-1933, ce qui représente 3,02 % de la valeur totale des importations et le classe à la cinquième place, avant la Hollande, Curaçao et la Belgique. Une ligne japonaise a d'ailleurs établi des relations directes entre les deux pays, et un agent commercial a été chargé d'accroître encore les relations commerciales nippo-haïtiennes.

CHAPITRE IV

ETAT PARTICULIER DES RELATIONS COMMERCIALES FRANCO-HAÏTIENNES

Ayant conquis son indépendance depuis plus d'un siècle, la République d'Haïti n'en a pas moins conservé une prédilection marquée pour la France qui fut autrefois sa métropole. Comme les liens de cœur, les attaches commerciales ont survécu aux liens de droit qui unissaient les deux pays. C'est ainsi que la France, pendant longtemps, tint la place la plus importante dans le commerce haïtien. Mais depuis la guerre cette situation privilégiée a fait place à une disproportion anormale entre nos exportations et nos importations, rendant d'autant plus défavorable pour nous la balance des comptes des deux pays que la majeure partie des créances que nous possédons sur Haïti sont passées entre les mains des Américains.

Aussi une convention commerciale avait-elle été

conclue entre les deux pays le 12 avril 1930 dans le but de remédier à la position désavantageuse qui nous avait été faite par le tarif douanier de 1926. Par cet accord, la France concédait aux produits haïtiens le bénéfice de son tarif minimum, et, en contre-partie, les importations françaises étaient frappées en Haïti des taxes les plus réduites applicables aux produits de la nation la plus favorisée. Il était même accordé une détaxe de 33, 1/3 % à certaines matières énumérées dans un tableau annexé à la convention.

En dépit de cet accord, les exportations françaises continuèrent à diminuer et il apparut rapidement que cette convention était, en pratique, sans effets. Certaines taxes internes, en effet, frappaient particulièrement les produits français d'une majoration qui détruisait les avantages de la détaxe d'un tiers consentie. D'un autre côté, ces avantages, par l'effet automatique de la clause du traitement de la nation la plus favorisée, étaient octroyés aux autres pays ayant conclu des accords commerciaux de cette sorte avec Haïti. Aussi des négociations ont-elles été engagées entre les deux pays, et elles ont abouti à la signature, le 10 mars 1934, d'un avenant à la convention existante.

Par ce nouvel accord, le Gouvernement français renouvelle son engagement d'appliquer le tarif mini-

mum aux cafés haïtiens et promet en outre de ne pas réduire le contingent attribué à Haïti au-dessous du chiffre de trente millions de kilos de café par an. De son côté, le Gouvernement haïtien consent à appliquer aux vins, liqueurs et produits pharmaceutiques et de parfumerie, originaires de France, un tarif spécial particulièrement avantageux.

Il est intéressant de remarquer que les produits bénéficiaires des droits ainsi réduits sont nominativement désignés, dans une annexe jointe à l'avenant, par leur appellation d'origine ou leur marque de fabrique. L'avenant ne se contente pas de déclarer le nouveau régime applicable aux vins, parfums et spécialités pharmaceutiques français, en général, il en limite l'application aux produits de certaines régions nominativement désignées pour les vins, et à ceux de certaines marques qui se sont fait inscrire sur le registre ouvert à cet effet au Ministère du commerce français, qui est communiqué à l'administration des douanes d'Haïti, pour les liqueurs, parfums et médicaments. C'est, croyons-nous, la première fois depuis longtemps qu'un traité de commerce fait appel à la désignation spécifique pour éviter que le jeu de la clause de la nation la plus favorisée n'amène l'extension à d'autres pays des avantages consentis au contractant.

Les nouvelles conditions stipulées dans cet ave-

nant ont été immédiatement mises en pratique. Quelques légères difficultés ont été soulevées lors de ses premières applications par suite, souvent, du défaut de certificat d'origine nécessaire, pour les vins notamment, mais toutes ont été réglées pour le mieux. Un mouvement nouveau d'affaires semble en être résulté entre les deux pays. Mais avant même qu'on ait pu l'apprécier par des chiffres, des difficultés ont été soulevées à l'occasion du renouvellement de cet avenant.

Au mois de février de cette année, le Gouvernement français posa pour condition au renouvellement de l'avenant qui venait à expiration le 26 avril suivant, l'octroi d'un régime préférentiel absolu. Des négociations étaient en cours lorsqu'une nouvelle note du Gouvernement français ajouta, comme condition *sine qua non* de toute conclusion d'accord, que le Gouvernement d'Haïti s'engagea « sinon à payer en francs-or le solde de l'emprunt de 1910, du moins à s'entendre avant trois mois avec les représentants des porteurs français en vue d'un arrangement satisfaisant pour ces derniers », un refus de sa part « entraînerait automatiquement l'application du tarif général français à toutes les importations haïtiennes et la suppression du contingent de café ».

A la suite d'assez longs pourparlers, cette question financière a été disjointe, et son étude remise à une

date ultérieure, et les négociations ont abouti à un échange de lettres rendues exécutoires par un décret du Président de la République en date du 8 juillet 1935. Le Gouvernement français y consent à renouveler l'accord commercial et l'avenant de 1934, et le Gouvernement haïtien s'engage à réserver à l'industrie française un pourcentage de 30 % sur les commandes de toutes natures effectuées à l'étranger par les services publics haïtiens, et à garantir l'achat en France, par le commerce haïtien, d'une quantité de sacs vides (300.000 environ) correspondant au chiffre des sacs de café dont l'importation est autorisée chaque année en France.

Ainsi s'est clos un conflit qui ne pouvait être que provisoire étant donné l'ancienneté des relations commerciales et les rapports d'amitié qui ont toujours existé entre les deux pays. Les conditions nouvelles qui y ont mis fin augmenteront certainement encore les échanges franco-haïtiens, et permettent d'espérer que le commerce français reprendra bientôt, sinon la première, du moins une des premières places sur le marché haïtien.

CONCLUSION

L'exposé des conditions actuelles dans lesquelles se déroule la vie économique d'un pays ne répondrait pas entièrement à son but, nous semble-t-il, si la comparaison d'un passé, qui souvent est tout proche, et du présent ne permettait pas d'envisager l'avenir que peut avoir cet État et les progrès qu'il pourra faire dans la hiérarchie des puissances économiques.

Bien que pour le cas particulier de la République d'Haïti il soit manifestement exagéré de parler de « puissance économique », cette expression correspond cependant à l'importance chaque jour accrue que prennent aujourd'hui, dans le monde, les petits États indigènes encore indépendants politiquement et dont les richesses économiques ne sont pas encore exploitées.

Il semble, à cet égard, que la République d'Haïti soit appelée, dans un avenir assez rapproché, à jouer un rôle plus grand dans le monde, car le maintien du calme dans le pays en favorise le développement économique, et l'état de tension internationale actuel

paraît devoir lui faire reconnaître une importance politique nouvelle.

* * *

Après avoir conquis sa liberté par la révolte le peuple haïtien a vécu plus d'un siècle dans l'émeute. Sans doute la transition entre la servitude et le suffrage universel avait-elle été trop brutale ? Il a fallu la pénible leçon de l'occupation américaine pour que les Haïtiens comprennent que leur intérêt était avec leur devoir dans l'obéissance aux lois de leur pays.

L'expérience de ces dix années porte à croire que la situation actuelle est durable et que le temps des troubles intérieurs périodiques est définitivement révolu. L'ordre et la discipline règnent à nouveau en Haïti et permettent au Gouvernement, comme aux particuliers, d'entreprendre des réalisations profitables à l'économie du pays.

Comme nous l'avons exposé dans le courant de cet ouvrage, la production actuelle de la République d'Haïti est, en dépit d'une superficie plus grande et d'une population accrue, de beaucoup inférieure à celle de l'ancienne colonie française de Saint-Domingue. La raison doit en être cherchée dans le caractère particulier du paysan haïtien, bon ouvrier, mais ayant besoin d'être conseillé et dirigé. C'est pourquoi

le Gouvernement actuel a accordé une importance spéciale aux services agricoles, et l'on peut prévoir que son œuvre portera rapidement des fruits.

Grâce à l'éducation des travailleurs et à l'amélioration des cultures, il est certain que la production agricole d'Haïti va s'accroître dans des proportions très appréciables. Le fait que ses principales branches, le café, le coton, sont déjà l'objet d'un marché presque surabondant ne gênera cependant pas le développement de l'agriculture haïtienne qui, par le bon marché exceptionnel de la main-d'œuvre et la qualité de ses produits, peut lutter avantageusement contre ses concurrents.

Par ailleurs, la stabilité intérieure incitera les étrangers à investir leurs capitaux dans un pays qui, comme Haïti, est dépourvu de toute industrie, dont le commerce est susceptible d'un grand développement et dont l'équipement économique reste encore à compléter.

*
* * *

L'accroissement de l'activité économique de la République d'Haïti ne sera pas sans attirer l'attention des grandes puissances pour lesquelles l'écoulement de leurs produits manufacturés constitue un souci constant. Et la situation avantageuse d'acheteuri

qu'Haïti gardera longtemps encore à cet égard, lui vaudra des attentions particulières des différents États désireux d'en accaparer le marché pour leurs industries.

D'autre part, l'insécurité qui règne actuellement en Europe incite les nations exposées à un conflit éventuel à s'assurer dès le temps de paix des matières premières dont la possession permettra seule la poursuite des hostilités et déterminera sans doute la victoire. Celles-ci ne sont pas sans ignorer que le sous-sol de la République d'Haïti renferme, outre de l'or et du cuivre, des gisements très importants de pétrole encore non concédés.

La concession de leur exploitation, qui a pu sembler un moment être une des raisons secrètes de l'expédition américaine, sera certainement l'enjeu d'une lutte très vive entre les pays qui en manquent. Toutefois, l'échec même de la tentative américaine de colonisation et la position géographique de l'île qui en fait une base navale de premier ordre en face du Canal de Panama, sont des raisons suffisantes pour affirmer que les Etats-Unis ne permettront pas une mainmise étrangère sur la République d'Haïti dont ils garantiront l'indépendance.

Ainsi donc, à ce point de vue comme à tant d'autres, la petite République noire d'Haïti semble être placée à mi-chemin entre l'Europe et l'Amérique. Appartenant intellectuellement et économiquement à l'une,

elle est rattachée à l'autre par sa situation géographique et politique. Ce rôle de « trait d'union » lui vaudra certainement d'attirer un jour l'attention du monde entier et de tenir dans sa politique une place plus considérable.

* * *

En dépit de la lutte qu'ils ont dû soutenir contre notre pays pour acquérir leur indépendance, les Haïtiens ont toujours conservé à la France une affection sincère. Leur langue et leur culture les rattachent à notre vie intellectuelle, et nous ne pouvons que souhaiter qu'un nouvel accroissement des transactions commerciales établisse dans le domaine économique un lien de plus entre deux pays qui sont déjà unis à la fois par des goûts communs et une sympathie réciproque.

Vu :
Le Doyen :
Edgard ALLIX.

Vu :
Le Président de la thèse :
TRUCHY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Rapport général du Conseiller Financier receveur général, années 1931-1932, 1932-1933.

Budget de la République, année 1933-1934.

Exposé général de la situation, année 1932-1933.

DANTÈS-BELLEGARDE. — *Un Haïtien parle*, Port-au-Prince, 1934.

MONFILS. — *Rapport sur le développement agricole d'Haïti*, Port-au-Prince, 1934.

MALVAL. — *La politique financière extérieure de la République d'Haïti depuis 1910. La Banque Nationale de la République d'Haïti*, Paris, 1932.

WOODRING, BROWN et BURBANK. — *Géologie de la République d'Haïti*, Port-au-Prince, 1924.

SHEPHERD. — *Report on the economic conditions in the Republic of Hayti*, London, 1934.

RENAUD. — *Le régime foncier en Haïti*, Paris, 1934.

TABLEAUX

Tableau 1. — Recettes, dépenses, excédents et déficits budgétaires de 1922 à 1923	26
Tableau 2. — Dette publique d'Haïti de 1923 à 1933 ...	26
Carte d'Haïti — Moyens de communication	40
Tableau 3. — Nombre et tonnage net des bateaux à vapeur et à moteur ayant touché en Haïti au cours de l'exercice 1932-33	44
Tableau 4. — Tableau comparatif des valeurs exportées des quatre principaux produits d'Haïti en 1791 et en 1932	52
Tableau 5. — Quantité des exportations, par articles de 1936 à 1933	74
Tableau 6. — Pourcentage des valeurs exportées, par pays de destination de 1926 à 1933	74
Tableau 7. — Valeur des importations, par articles de 1926 à 1933	79
Tableau 8. — Pourcentage des valeurs importées, par pays d'origine de 1926 à 1933	83

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
PREMIÈRE PARTIE. — LES CONDITIONS DE LA PRODUCTION	3
Chapitre Premier. — <i>Historique</i>	5
Chapitre II. — <i>Géographie</i>	12
Chapitre III. — <i>Organisation et situation politiques</i> .	19
Chapitre IV. — <i>Régime monétaire et financier.</i> — <i>Banque d'émission</i>	24
Chapitre V. — <i>Organisation économique et sociale</i> ..	30
Chapitre VI. — <i>Action de l'Etat</i>	35
Chapitre VII. — <i>Conditions de transport</i>	42
DEUXIÈME PARTIE. — LES PRODUITS	47
Chapitre Premier — <i>Produits agricoles</i>	49
Chapitre II. — <i>Produits industriels et miniers</i>	60
TROISIÈME PARTIE. — LE COMMERCE	65
Chapitre Premier. — <i>Législation douanière</i>	67
Chapitre II. — <i>Le commerce d'exportation</i>	72
Chapitre III. — <i>Le commerce d'importation</i>	78
Chapitre IV. — <i>Etat particulier des relations com-</i> <i>merciales franco-haïtiennes</i>	85
CONCLUSION	91
BIBLIOGRAPHIE	97
TABLE DES ILLUSTRATION ET STATISTIQUES..	99

Imprimerie F. BOISSEAU, 34, rue du Taur. — Toulouse

